



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 5 – 16 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

LANCEMENT
DU
PROGRAMME
RH
EXCELLENCE
AFRIQUE A
ABIDJAN

L'AFD SIGNE SA
PREMIERE
GARANTIE DE
PORTEFEUILLE AU
NIGERIA

GHANA : APPEL
D'OFFRES POUR UN
OPERATEUR PRIVE
DANS LA
DISTRIBUTION
D'ELECTRICITE

LA GUINEE
EQUATORIALE
SIGNE UN ACCORD
AVEC LA FAO
POUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE

AIDE DE L'AFD
POUR LA
REORGANISATION
DE L'AXE FLUVIAL
BRAZZAVILLE-
BANGUI

REFINANCEMENT
DE 5 PROJETS
D'ENERGIES
RENOUVELABLES
EN AFRIQUE DU
SUD

APPROBATION DU
PLAN DIRECTEUR
DE
DEVELOPPEMENT
DE LA VILLE DE
LUANDA

L'AFRIQUE A
L'HONNEUR DES
9EMES
RENCONTRES
INTERNATIONALES
DES PPP

UNE USINE DU
GROUPE BEL
PROCHAINEMENT A
ABIDJAN



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Formation professionnelle en Afrique : lancement de RH Excellence Afrique

Le 30 septembre à Abidjan, le CIAN a réuni 19 centres de formation et 21 représentants d'entreprises de 9 pays d'Afrique, pour le lancement de son programme RH Excellence Afrique (REA), soutenu par Medef International et AfricaFrance, de renforcement des compétences en Afrique, via la promotion d'une offre de formation répondant aux besoins des entreprises. REA vise la création d'un partenariat centres de formation-entreprises innovant, une démarche de certification/labellisation d'excellence et le perfectionnement des formations par des appuis techniques et financiers. Cet événement a été l'occasion de présenter l'association REA basée à Abidjan et son directeur, et de rencontrer les parties prenantes (organisations patronales, ministères, bailleurs,...).

✉ alix.camus@cian.asso.fr

▼ Signature d'un accord de 1,55 Md USD pour la construction d'un oléoduc éthio-djiboutien

L'Éthiopie et Djibouti ont signé, le 30 septembre, un accord de 1,55 Md USD (1,4 Md EUR) avec les développeurs Mining, Oil & Gas Services et Black Rhino Group pour la construction d'un oléoduc. Ce dernier permettra d'acheminer du diesel, du kérosène et de l'essence du port de Djibouti vers le centre de l'Éthiopie. Long de 550 km et d'un diamètre de 51 cm, il aura une capacité de transport de 240 000 barils de fioul par jour. Le projet comprend également la construction d'un terminal pétrolier à Damerjog (Djibouti), d'une capacité de stockage de 950 000 barils, reliée à un terminal de stockage à Awash (Éthiopie). L'oléoduc devrait entrer en service en 2018.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : abandon du projet d'interconnexion régionale de l'EAC au profit de l'initiative plus large de l'Eastern African Power Pool

Les 5 États membres de l'EAC ont choisi de poursuivre l'interconnexion de leur réseau électrique dans le cadre de l'Eastern African Power Pool (EAPP), abandonnant ainsi l'EAC Power Pool. Cette décision répond à une stratégie de rationalisation : le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda sont également membres de l'EAPP et souhaitent éviter de dupliquer les initiatives. L'EAPP est soutenue par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et les États-Unis. Son objectif est d'interconnecter les réseaux électriques de neuf pays (les 4 autres étant l'Égypte, l'Éthiopie, la RDC et le Soudan) d'ici 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ 200 M USD de capital engagé pour soutenir le Fonds africain des énergies renouvelables

Le Fonds africain des énergies renouvelables (FAER), a reçu un engagement de capitaux de 200 M USD. Basé à Nairobi, ce fonds d'investissement est soutenu par la Banque africaine de développement (BAfD) à hauteur de 65 M USD. Les 135 M USD restants sont apportés par des bailleurs de fonds et par des investisseurs privés. La répartition exacte de ces 135 M USD n'a pas été communiquée. Mis en place en mars 2014, le FAER a pour objectif d'appuyer les

petites et moyennes entreprises dans des projets d'énergies renouvelables connectés au réseau. Il s'agit de projets entre 5 MW et 50 MW pour un coût compris entre 10 et 30 M USD par projet.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Kenya, seul pays d'Afrique de l'Est en bonne voie pour atteindre les objectifs de l'OMS de lutte contre la malnutrition à l'horizon 2025**

Selon la dernière assemblée de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les progrès réalisés par le Kenya en matière de lutte contre la malnutrition rendraient crédible l'atteinte des objectifs fixés par l'OMS d'ici à 2025. Il s'agit du seul pays dans ce cas, sur 74 pays suivis par l'OMS sur la période 2010-2025. Ces améliorations seraient liées à plusieurs facteurs tels que les améliorations apportées au niveau du statut des femmes (*empowerment*), en matière de sécurité alimentaire, d'accès aux soins de santé et des installations d'assainissement. Des progrès notables ont également été enregistrés en Éthiopie, au Rwanda et en Tanzanie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : visite du Président Mahama en France du 5 au 8 octobre 2015**

Le président Mahama a été reçu le 5 octobre à Paris par le président de la République. Une rencontre organisée par le Forum francophone des affaires a permis des échanges avec 70 représentants d'entreprises françaises et africaines. Le Président Mahama a souligné la présence au Ghana des groupes Touton (commerce du cacao, PME bordelaise), Accor, Bouygues Construction et Technip, tout en appelant à un renforcement de l'activité des entreprises françaises dans son pays. Le président Mahama et sa délégation se sont rendus à Bordeaux pour une rencontre avec des entreprises à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie locale.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ecobank reporte la cession d'une partie de ses parts dans sa filiale du Nigéria**

La banque panafricaine togolaise, qui voulait céder 25% de sa filiale nigériane afin, entre autres, de se conformer aux relèvements des standards minimums décidés par la Banque centrale nigériane, vient de changer d'avis. Ce revirement a été motivé par les performances décevantes de l'action du groupe sur le marché boursier de Lagos (perte de 12% de sa valeur depuis juin dernier). Ecobank a récemment été noté B avec perspective stable par Fitch qui estime que les environnements économiques dans lesquels évoluent les filiales du groupe présentent des risques de volatilité non négligeables.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Kenya : maintien du taux directeur de la Banque centrale à 11,5%

La Banque centrale kenyane a décidé de maintenir son taux directeur à 11,5%. Elle avait relevé le taux directeur de 8,5% à 11,5% entre mai et juillet derniers, via deux hausses successives de 150 points de base. Cette décision avait été motivée par la hausse de l'inflation, liée selon elle à la dépréciation du shilling par rapport au dollar. L'inflation a cependant diminué entre juin et septembre, passant de 7,03% en juin 2015 à 5,97%. La Banque centrale a une cible d'inflation de 5% (+/- 2,5%).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : hausse des recettes de l'exportation de thé à 64 Mds KES pour l'exercice 2014/15

Selon la Kenyan Tea Development Agency (KTDA), les recettes issues des exportations de thé se sont élevées à 63,6 Mds KES (536 M EUR) en 2014/15 contre 52,6 Mds KES (443 M EUR) en 2013/14, soit en hausse de 21%. La KTDA estime que cette évolution est principalement liée à : i) la dépréciation du shilling par rapport au dollar alors que 95% des feuilles de thé sont vendues sur le marché international (en dollars), ii) la hausse globale des cours du thé qui fait plus que compenser la baisse des volumes vendus. Le Kenya est le troisième producteur mondial de thé et le premier pays exportateur de thé noir. En 2014, le secteur représentait 20% du total des exportations du pays (1^{er} poste) soit 1 069 M USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique australe : nette réduction de la projection de croissance des pays de la région en 2015 et 2016 (FMI)

Dans ses prévisions d'octobre, le FMI a fortement revu à la baisse les prévisions de croissance 2015/16 de la région, soulignant l'impact négatif de la faiblesse des cours des matières premières, le ralentissement de la demande chinoise en minerais, les difficultés de production d'électricité et la baisse des transferts de la SACU (*Southern African Customs Union*). Seul le Mozambique bénéficierait d'un rehaussement de sa croissance attendue à 8,2 % en 2016, l'activité y étant soutenue par les investissements dans l'énergie et les transports. Du fait de la faible activité en Afrique du Sud (1,3 % de croissance en 2016), les pays de la SACU sont particulièrement pénalisés par la chute des recettes douanières.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : vers l'émission de 2 Mds USD d'emprunts obligataires libellés en devises sur le marché domestique

Alors que le gouvernement angolais vient de suspendre l'émission sur le marché international de la dette d'une obligation de 1,5 Md USD, compte tenu de la détérioration des conditions de marché, le ministère des Finances devrait bientôt émettre jusqu'à 2 Mds USD de titres de dette, libellés en devises sur le marché domestique, à des taux allant jusqu'à 7 % et pour des maturités s'étalant de trois mois à deux ans. Le gouvernement entend réduire les tensions sur le kwanza, en repli continu à l'égard du dollar (-23,82 % depuis janvier), en desserrant la contrainte en matière d'accès aux liquidités et en réduisant aussi l'écart entre le taux de change officiel et le taux au marché noir.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : vers un creusement du déficit public l'an prochain (projet de budget 2016)**

Le projet de budget 2016 projette un déficit budgétaire de 11,7 % du PIB avant aide étrangère, soit 80 000 Mds MZN (environ 1,9 Md USD), contre 11,1 % en 2015. Pour les autorités, il serait couvert à hauteur de 1,9 % par les crédits internes, 6,9 % par des prêts extérieurs et 2,9 % par des dons étrangers. En juin dernier, les donateurs se sont engagés au titre de 2016 à verser 305 M USD d'aide budgétaire au pays, sur un total de 467 M USD d'aides, les principaux donateurs en matière d'appui budgétaire étant la Banque mondiale (116 M USD), l'Union européenne (67,2 M USD), le Royaume-Uni (39,8 M USD) et la Suède (34,8 M USD).

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : baisse de près de 24% du cours de la Bourse de Lagos en un an**

Entre le 30 septembre 2014 et le 8 octobre 2015, les valeurs cotées au NSE ont connu une baisse de 23,9%, faisant passer la capitalisation boursière totale de 13,6 trillions de NGN (60 Mds EUR) à 10,3 trillions de NGN (45,2 Mds EUR). Cette baisse s'explique par une dégradation de la confiance des investisseurs, notamment étrangers, depuis plusieurs mois, accélérée ces dernières semaines en raison de plusieurs facteurs : l'attente à la fois de la nomination du gouvernement par le président Buhari et d'orientations de politique économique précises, les inquiétudes concernant la situation macroéconomique et enfin la sortie du Nigéria de l'indice de JPMorgan Chase consacrés aux obligations souveraines des pays émergents.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : pertes financières importantes pour la compagnie pétrolière nationale sur les 8 premiers mois de l'année**

Entre janvier et juillet 2015, la NNPC, compagnie pétrolière nationale, a enregistré une perte de 378 Mds de nairas (environ 1,9 Md USD). Les trois quarts environ de ces pertes sont imputables au paiement des subventions aux carburants, ainsi qu'à la réparation des oléoducs liée aux sabotages et aux fuites. Selon le rapport, sur cette même période, le Nigéria a extrait en moyenne 2 millions de barils par jour. Symbole de la volonté de réforme de la NNPC pour une plus grande transparence, l'entreprise publique publie désormais un rapport mensuel détaillant ses résultats financiers. A noter qu' Ibe Kachikwu, récemment nommé à la tête de la NNPC, pourrait rejoindre le ministère du Pétrole, en plus de ses fonctions actuelles.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le Président Buhari demande au directeur général du plus gros fonds d'investissement du pays de rejoindre son gouvernement**

Dirigé par Okechukwu Enyinna Enelamah, African Capital Alliance (ACA) a été créé en 1997 et totalise 750 M USD de capital engagé, principalement au Nigéria et en Afrique de l'Ouest. Parmi les 15 noms supplémentaires transmis au Sénat par la présidence figure notamment Aisha Abubakar. Passée par le secteur bancaire, elle dirigeait jusqu'à présent l'agence de l'Etat d'Abuja chargée de la promotion des PME. La composition du gouvernement devrait être connue prochainement.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : émission d'une obligation souveraine de 1 Md USD à des conditions peu favorables

Le Ghana a émis un Eurobond de 1 Md USD d'une maturité de 15 ans auprès d'un groupement de banques internationales. Malgré l'approbation du FMI et une garantie de 400 M USD de la Banque mondiale, les conditions proposées par les investisseurs internationaux n'étaient pas assez favorables pour atteindre l'objectif initial de 1,5 Md USD. Le taux d'intérêt de 10,75% est supérieur à la limite de 9,5% fixée initialement par le ministère des Finances. Ces conditions d'emprunt témoignent de la dégradation de la confiance des marchés internationaux quant à la soutenabilité de la dette publique ghanéenne (70% du PIB) ; le Ghana avait, l'an dernier, levé 1 Md USD à 8,125% sur une obligation souveraine non garantie.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le gouvernement adopte un projet de budget en hausse de 9% pour 2016

Le Conseil des ministres vient d'adopter le projet de loi de finances 2016. Ce budget de 4,6 Mds EUR est en hausse de 9% par rapport à la loi de finances initiale de 2015. Les recettes fiscales et non fiscales progressent respectivement de 9% et 19%. Les dépenses de fonctionnement, qui avaient été réduites ces deux dernières années, progressent de 13%. Le budget d'investissement, en hausse de 9% à 1,6 Md EUR, est fortement concentré sur les projets du Plan Sénégal émergent (PSE). Le financement du solde devrait être assuré essentiellement par les emprunts internes qui progressent de 19%, tandis que les ressources extérieures reculent de 18%.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : projet de loi de finances pour 2016

Le gouvernement gabonais a approuvé un budget de 2 626 Mds XAF pour l'année 2016, quasi-stable (-0,94 %, soit - 25 Mds XAF) par rapport au budget rectifié de 2015. Initialement annoncé à plus de 3 000 milliards de FCFA, le budget 2015 du Gabon a été drastiquement réduit au cours de l'année et ramené en avril à 2 651,2 milliards de FCFA (4,04 milliards d'euros), dans une loi de finances rectificative, pour tenir compte du net recul des cours du pétrole. Les dépenses d'investissement, à 562,8 Mds XAF dont 382,1 Mds XAF au titre des projets bénéficiant de financements extérieurs, serviront principalement à la poursuite de la mise en œuvre du « schéma directeur national d'infrastructures » et à la réalisation des chantiers relatifs à l'organisation de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Cameroun : entrée en vigueur de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale

Depuis le 1^{er} octobre, le Cameroun est le 5^{ème} pays africain partie à cette convention de coopération internationale avec l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria et la Tunisie. Cette convention a pour objet de faciliter les échanges de renseignements en matière fiscale et l'assistance en matière de recouvrement des créances fiscales. Elle compte à ce jour plus de 70 signataires dans le monde entier. Le Cameroun franchit ainsi une nouvelle étape dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, dans un contexte international où ces sujets constituent des enjeux majeurs.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

▼ Cote d'Ivoire : modification de la réglementation des marchés publics

Un décret publié le 8 septembre 2015 modifie le Code des marchés publics de 2009, en prévoyant notamment l'obligation pour toute autorité contractante de réserver 20% du montant annuel prévisionnel de ses commandes à des PME ivoiriennes, ainsi qu'une marge de préférence de 5% aux offres prévoyant de sous-traiter au moins 30% du marché à une PME ivoirienne. De nouvelles procédures simplifiées sont également instituées pour les marchés inférieurs aux seuils d'application des procédures du code, et font l'objet d'un arrêté du 16 septembre 2015.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Côte d'Ivoire : ratification des accords de protection des investissements et d'entraide judiciaire avec le Maroc

L'accord relatif à l'encouragement et à la protection des investissements et son protocole additionnel signés en mars 2013, ainsi que l'accord sur l'entraide judiciaire en matière pénale entre la Côte d'Ivoire et le Maroc, signés le 20 janvier 2015, ont été ratifiés par la Côte d'Ivoire par des décrets signés publiés en août 2015.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Côte d'Ivoire : nouveau code du travail

Le nouveau Code du Travail adopté le 20 juillet, qui remplace celui de 1995, a été publié le 14 septembre et s'applique sous réserve des décrets d'application qui doivent être pris. Il prévoit notamment le relèvement de l'âge d'accès à l'emploi de 14 à 16 ans, et impose à l'employeur la tenue d'un registre identifiant tous les salariés de moins de 18 ans. En outre, il prohibe expressément toute forme de discrimination liée aux handicaps, et sanctionne toute forme de harcèlement. Il impose enfin la création d'un comité d'entreprise à partir d'un effectif de 300 salariés.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Angola : le pays épinglé par l'OMC pour sa politique de taxation des importations

Pour faciliter le développement de l'industrie locale, les autorités angolaises ont instauré depuis 2014 plusieurs barrières tarifaires à l'importation : augmentation des tarifs douaniers en mars

2014, qui se situent désormais à un niveau moyen de 10,9% contre 7,4% en 2005, mise en place de quotas d'importation sur de nombreux produits de première nécessité, et introduction récente d'un impôt à la consommation sur les importations. Au vu des faibles résultats enregistrés et dans un contexte de dérapage des prix des produits alimentaires, l'OMC préconise aux autorités angolaises l'adoption d'une politique de baisse des droits et taxes à l'importation, qui permettrait une réduction des coûts de production.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : approbation du plan directeur général de la capitale angolaise

Le conseil de coordination stratégique de la province de Luanda a approuvé le 8 octobre le Plan directeur général de la ville de Luanda. Présenté au cours d'une réunion présidée par le Chef de l'Etat, ce plan de modernisation, dont l'examen a duré 18 mois, couvre 5 secteurs : l'utilisation des sols, la gestion sociale (crèches, écoles, centres de santé, etc.), les transports (ferroviaires, routes), la mobilité et l'environnement. 520 000 ha sont concernés, dont 17% urbanisés, la grande partie des 4,5 millions d'habitants vivant dans les quartiers périphériques, à ce jour déstructurés. Ce chantier, prévu sur 15 ans, devrait être présenté au public en décembre prochain et fera l'objet d'une révision tous les deux ans.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Erythrée : proposition d'un fonds de 200 M EUR de l'Union européenne au gouvernement érythréen afin de l'assister dans la gestion de l'émigration

La Commission européenne a proposé au gouvernement érythréen un fonds de 200 M EUR. L'objectif est de faire face à la hausse de l'émigration érythréenne vers l'UE, alors que 5 000 personnes fuient leur pays chaque mois, selon un rapport du Haut-Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU (1% de la population totale par an). L'allocation de ce fonds soulève néanmoins des questions, l'ONU faisant état de violations systématiques des droits de l'homme par le gouvernement sur sa population.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ « Alternance et nouvelles technologies » à Madagascar : l'innovation au service du développement

Le 1^{er} octobre, l'AFD et la CCI d'Antananarivo ont signé une convention de financement, en présence du Premier ministre de Madagascar et d'une large délégation de membres du gouvernement. Une subvention de 2 M EUR de l'AFD permettra la création d'une école d'informatique, où chaque année 500 étudiants recevront une formation d'excellence en alternance : une première à Madagascar ! Cette Ecole supérieure des technologies de l'information (ESTI) est un signal de confiance en l'avenir. L'ESTI a su fédérer un grand nombre de partenaires, dont la CCI de Paris-Ile-de-France qui apportera son savoir-faire et son réseau.

✉ rabbitchova@afd.fr

▼ Ouganda : lancement officiel du projet de voie express Kampala-Jinja

Le 30 septembre 2015, le gouvernement ougandais a organisé une conférence des investisseurs, afin de présenter le projet de voie express destinée à relier Jinja à Kampala. Le projet est composé d'un tronçon interurbain de 77 km, d'un coût de 800 M USD, et d'un contournement de Kampala, de 51 km, pour rejoindre la voie express Kampala-Entebbe, d'un coût de 300 M USD. L'Autorité nationale ougandaise des routes (UNRA) devrait publier l'appel à manifestation d'intérêt d'ici la fin de l'année, pour un début de chantier prévu courant 2017.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles: stratégie d'aménagement de l'agglomération de la capitale

Un « Strategic Land Use & Development Plan » à l'horizon 2040, relatif à la stratégie d'aménagement de l'agglomération de la capitale Victoria et de certaines des îles des Seychelles a récemment été établi. Pour l'agglomération de la capitale Victoria, ce plan comprend: i) un projet de création de nouveaux quartiers (habitations, bureaux), ii) la mise en place d'une zone réservée aux industries, iii) l'expansion des infrastructures portuaires. Pour certaines îles de l'archipel, plusieurs projets liés au tourisme et à l'aquaculture sont prévus. Le gouvernement vise notamment l'aménagement de 16 000 logements, 3 200 chambres d'hôtel, 200 000 m² de zones industrielles.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Conakry : inauguration du barrage de Kaléta, fruit d'un PPP

Le président guinéen a inauguré le 28 septembre dernier le barrage de Kaléta, au terme de 3 ans de travaux qui ont coûté 526 M USD, dont 75% financés par la China International Water-Electric, cela dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). En dépit de l'annonce de la vente d'un tiers de la production de ce barrage au Sénégal, à la Gambie ainsi qu'à la Guinée-Bissau, la question de la rentabilité de la production d'électricité reste posée. Les environnements législatif et institutionnel actuels ne permettent pas à la Guinée de tirer avantage de sa loi L/97/012/AN du 1^{er} juin 1998 (dite loi Build-Operate-Transfer), rendue inopérante dans les faits, notamment en raison de l'absence d'une unité PPP expérimentée.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Nigéria : l'AFD signe sa première garantie de portefeuille au Nigeria avec GT Bank pour 3 Mds NGN (13,6 M EUR)

Cette garantie facilitera l'accès au financement pour les PME nigérianes, qui font face à des coûts de financement élevés et des exigences importantes en termes de sûretés. L'ambassadeur de France au Nigéria, Denys Gauer, a salué cet accord en rappelant la place essentielle des PME pour la croissance économique et l'emploi, ainsi que l'importance de leur accès au crédit. En 2013, moins de 10 % des 20 millions de PME nigérianes disposaient d'un prêt de la part d'une institution financière. Avec cette garantie, qui va soutenir près de 34 M EUR d'investissement, GT Bank renforce sa position sur le segment du financement de PME au Nigeria.

✉ brehautc@afd.fr

▼ Ghana : 120 M USD de la BafD pour l'extension de l'aéroport d'Accra.

Le ministère des Transports ghanéen est en train de mettre en place un plan de développement pour les transports de la région du grand Accra pour les 20 prochaines années. 495 bus devraient venir renforcer le réseau existant. Un service de bus express (Bus Rapid Transit) sera lancé d'ici la fin de l'année dans la capitale, et devrait ensuite s'étendre à l'ensemble de la région. Le ministère évalue également la possibilité de construire un second aéroport international à Dangme West. Le programme d'extension du port de Tema est en cours avec un investissement conjoint de 1,5 Md USD de Maersk (Danemark) et Bolloré Africa Logistics, signé en juin dernier.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la Banque européenne d'investissement, la Commerzbank et Eximbank Inde ouvriront bientôt des bureaux à Abidjan

Le Premier ministre ivoirien a annoncé que la Banque européenne d'investissement (BEI) ouvrira un bureau à Abidjan en 2016. A cette occasion, la BEI devrait organiser, en collaboration avec la Banque africaine de développement, une conférence internationale sur le « *financement innovant* ». Comme la BEI, la banque allemande Commerzbank et Eximbank Inde devraient également ouvrir des bureaux de représentation dans le pays.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : ratification de deux projets de convention de financement AFD

Lors du Conseil des ministres du 26 septembre 2015, le gouvernement nigérien a autorisé la ratification de deux conventions de crédit avec l'AFD. La première convention porte sur un prêt 26 M EUR qui devrait permettre le financement d'un projet d'hydraulique urbaine à travers

l'augmentation de la capacité de production, de stockage et de distribution d'eau potable de la ville de Niamey, ainsi que la dotation des autorités nigériennes d'un outil de planification des investissements en assainissement de Niamey. La deuxième convention de financement signée le 28 avril dernier pour un montant de 13 MEUR contribuera au financement du plan de développement sanitaire du pays.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : Inauguration du 2^{ème} module de l'aérogare de Pointe-Noire

Le président de la République Denis Sassou N'Guesso a inauguré, dimanche 11 octobre 2015, la nouvelle aérogare de l'aéroport international Antonio Agostinho Neto de la capitale économique de la République du Congo. Réservé aux vols internationaux, pour un trafic annuel estimé à 1,5 million de passagers, ce nouvel édifice de trois niveaux a été construit par la société chinoise China Jiangsu International, sous la supervision du bureau conseil français Veritas. Les travaux de construction de cet aéroport moderne ont duré précisément trois ans et dix moi, pour un montant global de 41,9 Mds FCFA (63,9 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : 4,5 Mds FCFA de subventions pour la réorganisation de l'axe fluvial Brazzaville-Bangui

Le 13 octobre, le président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a signé un accord de financement avec le coordonnateur du Groupe d'intérêt économique pour le service commun d'entretien des voies navigables (GIE-SCEVN), en présence de l'Agence française de développement (AFD) de Brazzaville. Le GIE-SCEVN recevra 4,5 Mds FCFA (6,9 M EUR) de la part de la BDEAC, afin de renforcer ses capacités opérationnelles et améliorer ses infrastructures, permettant ainsi de redynamiser l'axe fluvial Brazzaville-Bangui. La France est partenaire de la BDEAC au travers d'une aide budgétaire globale (ABG), servant notamment à la bonification de ses prêts.

✉ madaules@afd.fr

▼ RDC : 45 M USD de la Banque mondiale au projet de renforcement des statistiques

La Banque mondiale a consenti un financement de l'ordre de 45 M USD complémentaires au projet de renforcement des statistiques en République Démocratique du Congo, a annoncé le directeur des opérations de cette institution financière, M. Ahmadou Moustapha Ndiaye à l'issue de ses échanges à Kinshasa avec le ministre congolais du Plan et révolution de la modernité, M. Georges Wembi Lwambo. M. Ndiaye a indiqué que ce montant s'ajoute aux 12 M USD approuvés par le conseil d'administration de la Banque en faveur du même projet.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Madagascar : obtention du label « cacao fin » de Organisation internationale du Cacao

Le 18 septembre 2015, le panel « cacao fin » de l'Organisation internationale du Cacao (ICCO) a accordé à Madagascar le label « cacao fin » pour toute sa production, ce qui en fait le seul pays africain à être labellisé pour 100% de sa production. Ce label est destiné aux pays producteurs de cacao issu des espèces Criollo ou Trinitario. L'adhésion de Madagascar à l'ICCO sera effective à partir de 2016, et un groupement des acteurs du cacao de Madagascar (GACM) a été constitué sous la présidence de Mme Hanta Rajaonera, du groupe Ramanandraibe Export. La Banque mondiale, via son programme PIC2, prendra en charge l'adhésion de Madagascar à l'ICCO (15 000 USD), qui s'inscrit dans la mise en œuvre du projet de relance de la filière.

✉ andri.anderson@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : l'agriculture bénéficie d'une ligne de crédit long terme

Le gouvernement angolais a validé une ligne de crédit de 12 Md de AOA (90 M USD), destinée à soutenir les projets des PME des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. D'une maturité de plus de 96 mois avec des remboursements de 66 mois maximum, cette ligne de crédit sera redistribuée aux banques commerciales par la Banque de développement d'Angola (BDA), institution publique pour la promotion du développement économique et social du pays. Les banques commerciales pourront financer des projets jusqu'à 500M AOA (4 M USD), la BDA se réservant le financement direct de projets au-delà de ce montant.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : hausse des droits de douane sur les importations de blé

Suite à la révision à la hausse du prix de référence du blé en 2013 (294 USD/tonne) et compte tenu de la baisse du prix mondial, l'Afrique du Sud a annoncé une hausse du tarif douanier concerné. Les tarifs en vigueur s'élèvent désormais à 911,2 ZAR/t pour le blé (soit 61 EUR/t) et 1 366,8 ZAR/t pour la farine (soit 91 EUR/t). Ces nouveaux tarifs, applicables aussi à l'ensemble des pays de l'union douanière de la SACU (Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Lesotho et Swaziland), ont pour objectif de protéger la production locale face aux importations. La superficie en blé a diminué de 41 % en 10 ans pour atteindre 477 000 ha et le pays est devenu importateur net (production de 1,7 M t pour une consommation de 3,3 M t en 2014).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le Président Mahama veut relancer la production de café

A l'occasion de sa visite à la CCI de Bordeaux le 6 octobre dernier, le président du Ghana John D. Mahama a annoncé vouloir relancer la production de café dans son pays. Il a indiqué que la région Centre serait propice au développement de la culture caféière, du fait des avantages compétitifs dont elle dispose. Le Ghana a par ailleurs initié un partenariat avec la Colombie pour un soutien technique dans le développement de la filière café.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : la Chine rouvre son centre de l'agriculture à Suakoko

Inauguré en 2008, le China-Liberia Agriculture Technology Demonstration Center vient de rouvrir ses portes après une fermeture l'année dernière en raison de l'épidémie d'Ebola. Ce centre a pour vocation d'améliorer sur les plans scientifique et technique les différentes cultures du pays. Le nouveau ministre de l'Agriculture du Libéria, Moses Zinah, s'est félicité de cette annonce qui contribue à l'objectif fixé par le gouvernement d'autosuffisance alimentaire et promet de renforcer le partenariat entre le Libéria et la Chine dans ce secteur. Aujourd'hui, le secteur agricole emploie près de 60% de la population active.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : agriculture

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé le 7 octobre 2015, le projet d'appui à la production vivrière et de renforcement de la résilience au Bénin. Ce projet couvre trois circonscriptions assez vulnérables du nord du pays : il cible des communes fragiles et défavorisées sur le plan économique, social et environnemental, mais dotées d'un important potentiel agricole et piscicole. Il vise l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la réduction de l'incidence de la pauvreté. Prévu sur cinq ans, le coût total du projet s'élève à 27 M USD, dont 24 financés par les ressources du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : accord avec la FAO et annonce un investissement de 31,5 M USD dans un programme pour la sécurité alimentaire

Le ministre équato-guinéen de l'Agriculture et des Forêts et le représentant de la FAO ont signé mardi 6 octobre un accord de partenariat d'une durée de sept ans pour la promotion du développement agricole et l'application du plan national pour la sécurité alimentaire. Dans le cadre de cet accord, la Guinée Equatoriale a annoncé un investissement de 31,5 M USD pour la mise en place de programmes de gestion des ressources naturelles et de formation aux nouvelles techniques agricoles, ainsi que pour l'installation d'un bureau de liaison de la FAO dans le pays.

✉ chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ouganda : réouverture de la mine de Kilembe dans un contexte international difficile

Le gouvernement ougandais, en partenariat avec la société chinoise Tibet Hima, a rouvert sa mine de cuivre de Kilembe alors que celle-ci était fermée depuis les années 1980. Conformément à la volonté du gouvernement ougandais, le contrat prévoit que le cuivre extrait devra être transformé sur place avant exportation. Cette mesure, qui existe déjà pour le minerai de fer, représente une contrainte supplémentaire pour les investisseurs, alors que le secteur minier traverse déjà des difficultés en raison de la problématique foncière, de l'exploitation illégale des mines mais également de la baisse du cours du cuivre, liée au ralentissement de la demande chinoise.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : refinancement par l'Agence française de développement de 5 projets d'énergies renouvelables

Lors de la 6^{ème} conférence internationale sur les énergies renouvelables (SAIREC), qui a eu lieu au Cap du 4 au 7 octobre, la ministre sud-africaine de l'énergie a annoncé l'attribution des 10 projets du premier tour du programme de petits producteurs indépendants d'énergie (Small Renewable Energy Independent Power Producers Procurement Program). Grâce à sa ligne de crédit verte à l'IDC (Industrial Development Corporation, la banque publique de développement sud-africaine), l'AFD refinance, pour 25,5 M EUR, cinq de ces projets, d'une capacité de 5 MW chacun : 3 dans le photovoltaïque dans la région du Cap Nord, et 2 dans la biomasse dans les régions du Cap Occidental et du Mpumalanga.

✉ grandvoineto@afd.fr

▼ Premières opérations de la centrale de pointe d'Engie en Afrique du Sud

D'une capacité de 335 MW, la centrale de pointe Dedisa Peaking Power, située dans la zone de développement industriel de Coega, près de Port Elizabeth, a démarré son exploitation début octobre, deux après le début des travaux. Le contrat de 260 M USD a été signé en juin 2013 entre le ministère sud-africain de l'énergie et un consortium d'entreprises emmené par Engie (actionnaire à 38%), avec comme partenaires l'entreprise sud-africaine Legend Power Solutions (27%), le japonais Mitsui & Co (25%) et le fonds Peaker Trust (10%) représentant les communautés locales. L'électricité produite par la centrale à gaz est vendue à Eskom dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 15 ans.

✉ gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Cameroun : création d'une société nationale de transport de l'électricité

Instituée par un décret présidentiel du 8 octobre dernier, la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel) est une entreprise à capitaux publics qui assure l'exploitation, la maintenance, le développement des réseaux publics de transport de l'électricité au Cameroun, ainsi que la gestion des flux d'énergie qui y transitent. Au terme d'une opération de séparation d'actifs, cette rationalisation bienvenue doit permettre à Eneo, concessionnaire du service public de l'électricité, de se consacrer aux activités de production et de commercialisation. Selon Eneo, environ 700 Mds FCFA d'investissements sur 10 ans sont nécessaires à la modernisation du réseau de transport d'électricité.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Le Nigeria pourrait suspendre ses livraisons de gaz naturel au Ghana en raison d'impayés

Selon la société gestionnaire du gazoduc ouest-africain, le Ghana aurait arrêté de payer le gaz livré par le Nigeria depuis le mois d'août 2014 à la Volta River Authority, le plus gros producteur d'électricité du pays. Le Ghana connaît actuellement des difficultés en termes de génération électrique, en raison d'un faible niveau d'eau des barrages hydroélectriques et d'une fourniture insuffisante en gaz des centrales thermiques. Le Ghana a reçu jusqu'à 70 millions de pieds cubes par jours de gaz naturel en provenance du Nigeria au cours des derniers mois.

✉ victor.berenger@dgtrésor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : création d'une agence en charge de la collecte des revenus miniers et de la lutte contre la fraude

L'objectif de cette agence, dirigée par Bockarie Tarawallie, membre du conseil consultatif sur les industries extractives, est d'améliorer la collecte des revenus miniers. Le pays a été

fortement impacté par l'épidémie d'Ebola et la chute du cours du minerai de fer ; le FMI prévoit une contraction de la croissance économique de 22,5%. Au cours du premier semestre, le gouvernement sierra léonais a perçu 1,1 trillions de leones (252 M USD) de recettes fiscales, et entend doubler ce montant d'ici la fin de l'année.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : appel d'offres pour un opérateur privé dans la distribution d'électricité

Un appel à candidatures a été lancé pour la reprise des actifs et opérations du distributeur national d'électricité ECG. L'opérateur privé bénéficierait d'une concession de 20 à 30 ans sur la distribution électrique dans la moitié sud du pays (90% du marché). L'autorité en charge du processus d'attribution (Millenium Development Authority) espère rendre sa décision d'ici fin 2016. Les autorités attendent du partenaire privé une contribution aux 200 M USD d'investissements annuels nécessaires pour remettre à niveau le réseau de distribution. La privatisation d'ECG était une condition à la signature de la 2nde tranche de 500 M USD du programme de développement de la Millenium Challenge Corporation (Etats-Unis).

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Maurice : développement des infrastructures portuaires

La Mauritius Ports Authority (MPA) a signé un contrat avec le consultant néerlandais Royal Haskonings DHV pour la réalisation d'une étude stratégique, d'ici août 2016, sur le développement des activités portuaires de Maurice. L'étude a pour objectif de mesurer l'impact des travaux de modernisation du terminal conteneurs débutés en 2014. Elle devra également évaluer le potentiel s'agissant de : i) l'avitaillement en pétrole (*bunkering*), ii) la construction d'un terminal dédié au gaz naturel liquéfié, iii) la possibilité d'accueillir des bateaux de croisière. Le gouvernement considère le développement des activités portuaires comme l'un des piliers pour l'avenir économique du pays.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Vale Fertil à la conquête du phosphate angolais

Vale Fertil, filiale du groupe israélien LR, prévoit d'investir en Angola près de 130 M USD dans la production de phosphate. Elle y deviendrait ainsi l'un des premiers producteurs d'engrais. En négociation avec le gouvernement angolais depuis 2008, la société a décidé d'investir dans une mine près de Lukunga. Le projet devrait inclure la réhabilitation du centre industriel de Soyo ainsi que celle du port pour faciliter les exportations. Il intervient dans un contexte d'industrialisation soutenue du secteur agricole, avec une demande croissante d'engrais. La production, consacrée en grande partie au marché domestique, devrait commencer en 2017 pour atteindre 450 000 tonnes par an. Le projet vise la création de 300 emplois.

✉ sikama.makany.int@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : le groupe Bel prévoit de s'implanter prochainement

Le groupe français Bel, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation des fromages cuits ou demi-cuits, devrait prochainement installer une usine de production de fromage à Abidjan. Le coût de l'investissement avoisinerait les 5 M EUR. Cette usine devrait lui permettre de sonder le marché subsaharien, avant d'y réaliser éventuellement des investissements plus

importants. Le groupe est déjà présent au Maroc, en Algérie et en Égypte. La Côte d'Ivoire pourrait être sa porte d'entrée dans la région.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : la société ILOGs accroît sa capacité opérationnelle

La société ILOGs, filiale logistique du Groupe SNPC (Société nationale des pétroles du Congo), a procédé, le 12 octobre à Pointe-Noire, à l'inauguration du centre de services pétroliers du groupe, en présence du chef de l'État Denis Sassou N'guesso. Avec un coût global de 35 Mds FCFA (53,4 M EUR), les travaux d'extension de ce centre, situé au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), ont permis d'augmenter de 200 à 400 m linéaires la longueur du quai, et de 20 à 40 hectares la surface aménagée, ainsi que la profondeur du bassin portuaire.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Kenya : boom de l'industrie des médias et du divertissement

Le dernier rapport de PWC sur l'industrie du divertissement et des médias en Afrique évalue le marché kenyan en 2014, à 1,8 Md USD, en hausse de plus de 13% par rapport à 2013. Il devrait représenter 3,3 Mds USD en 2019, avec Internet comme principal moteur du secteur, suivi par la télévision et la radio. La publicité sur Internet connaîtra la croissance la plus importante (+16,8%) mais les supports traditionnels (TV, Radio et presse) resteront les choix privilégiés des annonceurs au cours des prochaines années. Dans ce contexte, la Kenyan Film Commission, en partenariat avec l'ambassade de France, organise le premier marché du film est-africain, Kalasha International, les 28 et 29 octobre 2015.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Tanzanie : l'opérateur historique TTCL, bientôt sous le contrôle total du gouvernement

Le gouvernement tanzanien, actionnaire à hauteur de 65% du plus important opérateur de téléphonie fixe du pays Tanzania Telecommunication Company Limited (TTCL) vient de finaliser un accord de rachat de la participation du groupe Bharti Airtel (35%). Le contrôle total de TTCL pourrait être un outil supplémentaire pour le gouvernement dans la réalisation du potentiel TIC du pays : améliorer la connectivité sur l'ensemble du territoire, alors que TTCL fournit déjà cinq de ses voisins (Rwanda, Zambie, Ouganda, Malawi, et Burundi) en point d'accès à Internet. Le groupe Bharti reste présent en Tanzanie au travers de sa filiale locale Airtel, opérateur de téléphonie mobile (30% de parts de marché).

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Maurice : signature d'accords dans le secteur du tourisme au salon Top Resa

Dans le cadre de la présence de Maurice au salon du tourisme Top Resa, organisé à Paris, une convention a été conclue entre l'Office mauricien du tourisme et Corsair, tandis qu'un protocole d'accord a été signé avec Costa Croisières. À cette occasion, Xavier-Luc Duval, ministre mauricien du Tourisme, s'est rendu à Paris, accompagné d'une délégation. Le développement du tourisme de croisière fait partie des priorités du gouvernement mauricien, qui envisage à ce titre la construction d'une infrastructure portuaire adaptée.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : avec 25 millions de souscripteurs, la Tanzanie est l'un des plus grands marchés du paiement mobile**

Selon la Banque mondiale, la Tanzanie compte parmi les plus grands marchés au monde en matière de paiement par téléphone mobile. La Banque centrale de Tanzanie estime que les principaux opérateurs offrant ce type de service - M-Pesa, Tigo Pesa, Airtel Money et Easy Pesa - cumulent 25 millions de souscripteurs, dont 9 millions effectuant au moins une transaction par mois. Ce mode de transaction est utilisé pour effectuer des paiements et des prêts. Il a permis une amélioration de l'accès global au crédit sur le marché formel (bancaire et mobile) : 58% des Tanzaniens avaient accès au crédit en 2013 contre 7% en 2009 selon le Financial Sector Deepening Trust.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : restructuration bancaire avec la fusion « Millenium/Atlantico »**

Les conseils d'administration des 5^{ème} et 6^{ème} banques angolaises, Banco Privado Atlantico et Banco Millenium Angola, ont validé début octobre leur fusion et la naissance de la banque « Millenium Atlantico », désormais 2^{ème} banque privée d'Angola en termes de fourniture de crédits, avec un réseau de 150 agences dans le pays et disposant du leadership dans le programme « Angola Investe » de crédits bonifiés et garanties publiques. La fusion effective interviendra au cours du premier trimestre 2016 après le vote des deux AG et l'autorisation des autorités européennes de la concurrence (la banque portugaise BCP est actionnaire de Millenium). Cette fusion s'accompagnera d'une ouverture au public de 33% du capital.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : réforme du système bancaire**

Engagé dans un processus de désengagement de l'Etat des banques publiques depuis 2010, le gouvernement togolais a annoncé qu'il envisageait une fusion des deux établissements publics, l'Union togolaise de banques (UTB) et la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI). Les deux autres banques faisant partie de ce processus de désengagement étaient la Banque togolaise de développement (BTD), reprise totalement par Oragroup en 2012, et la BIA-Togo, cédée partiellement au groupe marocain Attijariwafa Bank. L'UTB et la BTCI n'avaient, de leur côté, pas trouvé preneur. Ont été invoquées des offres financières en deçà des attentes du gouvernement, et une situation des comptes précaire pour l'une des deux banques (BTCI).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Bank of Africa (BOA) annonce de bonnes performances financières à fin juin 2015**

La filiale nigérienne du groupe bancaire marocain BMCE, BOA Niger, a annoncé avoir réalisé de bonnes performances financières au terme du premier semestre 2015, avec un produit net bancaire en hausse de 35,2%, à 8,7 Mds FCFA (contre 6,47 Mds FCFA en fin juin 2014). Son résultat net se serait amélioré de 3 Mds FCFA, enregistrant ainsi un taux de croissance de 25,4%. Malgré ces bons résultats financiers, la BOA Niger fait toujours face à une progression de ses créances douteuses et litigieuses de 296%, soit 389 millions FCFA au 30 juin 2015 et à bien d'autres carences, dont une insuffisance de sa dotation aux provisions pour retraite.

▼ **Congo : l'Agricultural Bank of China s'installe à Brazzaville**

La BSCA Bank (Banque sino-congolaise pour l'Afrique) a récemment été constituée et dotée d'un capital de 53 Mds FCFA (80,8 M EUR). Son capital est détenu à concurrence de 50% par l'Agricultural Bank of China, de 21,5% par l'Etat congolais, de 15% par la Société nationale des

pétroles du Congo (SNPC), et de 12% par des opérateurs privés et 1,5% par Magminerals Potasse Congo (groupe chinois). Dans l'attente de la construction du siège officiel (qui devrait être achevée mi-2017), la BSCA Bank s'est installée dans un siège provisoire à Brazzaville. Cette filiale est la première du groupe chinois en Afrique, qui en compte huit à l'international.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : lancement mardi 20 octobre des vols commerciaux de Congo Airways

Après les vols inauguraux, effectués le 9 octobre vers Goma et Lubumbashi, la compagnie aérienne Congo Airways a annoncé le début de ses vols commerciaux à partir de mardi 20 octobre prochain, avec comme première ligne d'exploitation de la liaison Kinshasa-Lubumbashi. Le prix du billet pour cette destination est fixé à 260\$.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Éthiopie : inauguration des premiers appartements exécutifs par Marriott International**

Marriott International et Sunshine Business ont procédé, le 30 septembre dernier, à l'inauguration du premier établissement Marriott Executive Apartments d'Afrique à Addis Abeba. Composé de 108 appartements meublés et équipés, il est situé entre l'Aéroport Bole International et le siège de la Commission économique pour l'Afrique. Le montant du projet s'est élevé à 45,5 M USD. Marriott International a, par ailleurs, annoncé vouloir ouvrir, en partenariat avec Sunshine Business, un Marriott Hotel d'une capacité de 202 chambres à l'horizon 2019.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : mission à l'initiative du Club Echanges Normandie Afrique**

Le Club ENA (CCI International Normandie) a organisé une mission de prospection en Angola du 27 septembre au 2 octobre, réunissant 6 entreprises normandes qui ont notamment bénéficié d'une intervention de l'ambassadeur de France, d'un programme de rendez-vous, d'une présentation des projets Total et d'une visite d'un FPSO Total. La mission a été effectuée en partenariat avec Total et Business France, et fait suite à la visite du président Hollande. Malgré la conjoncture liée à la baisse du prix du pétrole et ainsi qu'à la difficulté d'accès aux devises étrangères, il est apparu que le choix d'un partenaire introduit était primordial. Les entreprises normandes ont été à 100% satisfaites et ont déjà été relancées par les contacts rencontrés.

✉ angelique.naudon@normandie.cci.fr

▼ **Cameroun : création de la Société nationale de transport de l'électricité (SONATREL)**

Suite à la signature du second avenant au contrat de concession de l'électricité entre l'Etat camerounais et Eneo (filiale d'Actis) intervenue le 7 août 2015 et transférant la gestion du réseau de transport de l'électricité à une entité publique à créer (cf. BEAC 446), le président de la République a officialisé, le 8 octobre 2015, la création de la Société nationale de transport de l'électricité et l'approbation de ses statuts.

✉ aurelien.salvinii@dgtresor.gouv.fr

▼ **Suspension provisoire du DG de Gabon Oil Company**

A l'issue de son conseil d'administration, la Société nationale des hydrocarbures du Gabon, Gabon Oil Company, a décidé la suspension de son directeur général Serge Toulekima pour une durée de trois mois renouvelable à compter du 7 octobre 2015, ce dernier ayant refusé de se soumettre à l'audit technique et financier imposé par sa tutelle, le ministère du Pétrole et des hydrocarbures. Arnauld Engandji, conseiller spécial du président de la République, va assurer la direction de l'entreprise pendant cette période.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Madagascar : programmation du 16^{ème} sommet de la Francophonie entre le 15 et le 20 novembre 2016 à Antananarivo

Une mission conduite par M. Malik Sarr, ambassadeur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et représentant permanent auprès de l'Union Africaine, s'est déroulée du 6 au 13 septembre, pour le suivi des préparatifs du sommet de la Francophonie. Elle avait pour objectif de préparer l'ouverture d'une représentation régionale de l'OIF, ainsi que la participation à la conférence ministérielle de la Francophonie d'Erevan, dont Madagascar assure maintenant la présidence. Dans la perspective de ce sommet, plusieurs projets de modernisation des infrastructures ont été impulsés par le gouvernement, à l'exemple de la réhabilitation de l'Aéroport d'Ivato.

✉ andri.anderson@dgtresor.gouv.fr

▼ Organisation des 9^e Rencontres Internationales des Partenariats Public-Privé les 16 et 17 novembre 2015

Les 9^{ème} Rencontres internationales des PPP seront organisées, le 16 novembre prochain, au théâtre des Sablons de Neuilly-sur-Seine, en collaboration avec le club des PPP MedAfrique. L'Afrique sera à l'honneur, avec la participation prévue de plusieurs délégations africaines. Une réunion à huis clos du club PPP MedAfrique, avec des représentants des unités nationales PPP africaines, de la Mission d'appui aux Partenariats Public Privé du ministère de l'Economie (MAPPP), de partenaires du développement et opérateurs publics et privés, se tiendra le lendemain, 17 novembre, afin de faire le point sur la mise en place des PPP dans les pays d'Afrique.

✉ olivier.stintzy@edificecapital.lu

▼ Ghana : visite d'une délégation de Haropa, le GIE des ports du Havre, de Rouen et de Paris

Une délégation de Haropa, alliance entre les ports du Havre, de Rouen et de Paris, était pour la première fois en déplacement au Ghana pour rencontrer les acteurs locaux dans les domaines du transport et de la logistique maritimes. Haropa a pu présenter ses différents services aux autorités portuaires ghanéennes, ainsi qu'aux opérateurs des ports de Tema et Takoradi, affirmant également sa volonté de renforcer ses relations avec l'Afrique anglophone. Cette communication a eu lieu lors d'une réception réunissant les représentants de l'administration et de la communauté d'affaires au Ghana, offerte à la résidence de France à Accra, en présence de l'ambassadeur de France, François Pujolas.

✉ ccifranceghana@gmail.com

▼ Burkina Faso : premier salon des banques et des PME de l'UEMOA

Le premier salon des banques et de PME de l'UEMOA se tiendra du 21 au 24 octobre 2015 à Ouagadougou sous le patronage du Premier ministre du Burkina Faso, Yacouba Isaac Zida, et la présidente de la Commission de l'UEMOA. Cette édition aura pour thème : "La PME, moteur de croissance de l'UEMOA".

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

